

Distr.
LIMITÉET/COM.5/L.152
16 avril 1956

ORIGINAL : FRANCAIS

COMMUNICATION DU BUREAU DIRECTEUR DU FRONT NATIONAL CAMEROUNAIS
CONCERNANT LE CAMEROUN SOUS ADMINISTRATION FRANCAISE

(Distribuée conformément à l'article 24 du règlement intérieur du Conseil de tutelle)

COPIE

MOTION

à Monsieur le Président du Conseil de tutelle
Nations Unies, New-York

Monsieur le Président,

Le Bureau Directeur du FRONT NATIONAL CAMEROUNAIS s'est réuni à Douala le 10 mars 1956; après avoir examiné la situation politique générale du Cameroun et après l'exposé de plusieurs orateurs, le Bureau Directeur lève une protestation véhémement auprès du Gouvernement Français en ce qui concerne notre Territoire :

1) Considérant l'état du Cameroun, territoire sous tutelle, le Gouvernement Français ne doit pas donner l'autorisation à n'importe quel bouc émissaire de venir semer l'agitation dans notre territoire.

Condamne également tous fonctionnaires dénoncés et reconnus comme organisateurs d'émeutes de l'an passé et, malgré que suspendus de leurs fonctions sont repris et placés dans les mêmes postes où ils amplifient leurs actions de jadis hébergent les avocats communistes, organisent des réceptions pompeuses et encouragent également dans l'ombre la reconstruction de la défunte UPC. Demande que de pareils fonctionnaires soient immédiatement affectés dans les postes les plus reculés dans l'intérieur.

2) Le FRONT NATIONAL CAMEROUNAIS demande à l'autorité chargée de l'Administration de notre Territoire de ne jamais accorder des centaines des milliers de francs de rappel aux fonctionnaires comme MM. Fines de la RFC et Yemi Georges des Contributions Directes, dont l'action néfaste n'est ignorée de personne. Ces fonctionnaires, revenus à leurs lieu et place de jadis font fi à l'Administration ainsi qu'aux Camerounais de bon sens et leur exemple invite tout le monde à faire du trouble. Ces fonctionnaires sont ennemis de notre tranquillité, de notre Administration, ils doivent être vomis. Les métropolitains communistes doivent rejoindre leur foyer communiste à la Métropole, les ennemis de la tranquillité de l'espère de Yemi Georges doivent aller auprès de leur foyer natal y cultiver la terre. L'humble contribuable camerounais souffre de la présence de pareils fonctionnaires auprès de notre budget.

3) Le FRONT NATIONAL CAMEROUNAIS invite l'autorité chargée de l'Administration de ce pays de veiller sur la tranquillité du Cameroun, de notre cher Cameroun dont nous attendons par la France un avenir meilleur. Un simple laisser-aller tend à créer ici une seconde Indochine ou Afrique du Nord.

A QUI L'AUTORITE SUPREME?

A QUI LA SURVEILLANCE CONSTANTE?

A QUI TOUTE LA RESPONSABILITE?

Fait à Douala, le 10 mars 1956.

Le Bureau Directeur du
FRONT NATIONAL CAMEROUNAIS
B.P. 33 New-Bell
Douala
